

**Convention collective départementale**

IDCC : 1627. – **INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE  
ET DES CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES  
(CLERMONT-FERRAND ET PUY-DE-DÔME)**

**(17 janvier 1992)**

*(Bulletin officiel n° 1992-11 bis)*

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1992,  
*Journal officiel* du 16 octobre 1992)

■ *Journal officiel* du 7 février 2009

**Arrêté du 2 février 2009 portant extension d'accords conclus dans  
le cadre de la convention collective des industries de la métallur-  
gie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du  
Puy-de-Dôme (n° 1627)**

NOR : MTST0902643A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 25 janvier 2008, portant extension de la convention collective des indus-  
tries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand  
et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992 ainsi que des textes qui  
l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 25 novembre 2008 sur les taux effectifs garantis annuels  
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 25 novembre 2008 sur les salaires minimaux hiérarchiques  
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 6 janvier 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992, tel qu'étendu par arrêté du 7 octobre 1992, modifié par l'accord du 3 mai 1993 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 25 novembre 2008 sur les taux effectifs garantis annuels conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'accord du 25 novembre 2008 sur les salaires minimaux hiérarchiques conclu dans le cadre de la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBRELLE

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/52, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.